

L'AMBITION DÉMOCRATIQUE À L'ÂGE DE L'ANTHROPOCÈNE

Pierre Charbonnier

Editions Esprit | « **Esprit** »

2015/12 Décembre | pages 34 à 45

ISSN 0014-0759

ISBN 9782372340083

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-esprit-2015-12-page-34.htm>

!Pour citer cet article :

Pierre Charbonnier, « L'ambition démocratique à l'âge de l'anthropocène », *Esprit* 2015/12 (Décembre), p. 34-45.

DOI 10.3917/espri.1512.0034

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Esprit.

© Editions Esprit. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'ambition démocratique à l'âge de l'anthropocène

Pierre Charbonnier*

LE CONCEPT d'anthropocène, forgé au début des années 2000 par un petit groupe de savants mené par Paul Crutzen, est aujourd'hui devenu le centre d'une controverse intellectuelle majeure, dont l'écho médiatique se fait plus présent à l'approche de la COP21. Ce que ce terme désigne, le genre de savoirs qui lui sont ajustés et le type de réponse politique qu'il appelle ne font en aucun cas consensus, mais une communauté scientifique de plus en plus large s'accorde à l'accepter comme un point de repère décisif. Le credo minimal, si l'on peut dire, qui organise cet espace de controverses peut être formulé ainsi : le changement climatique, ainsi que le cortège de conséquences humaines et non humaines qu'il entraîne, marque l'avènement d'une nouvelle séquence temporelle qui est à la fois géologique, dans la mesure où l'action humaine reconfigure les dynamiques fondamentales du système-Terre, et historique, puisque ces évolutions affectent en retour la conduite des affaires humaines. Précisons immédiatement que cette définition modifie volontairement les termes initiaux du débat, qui avaient été fixés par des chercheurs issus des sciences naturelles. En effet, le succès de la notion d'anthropocène au sein des sciences sociales a déplacé le centre de gravité des débats d'une préoccupation stratigraphique assez technique, centrée sur les sciences du système-Terre¹, vers

* Pierre Charbonnier est philosophe, chercheur au CNRS, et membre du LIER (EHESS). Il est l'auteur de *la Fin d'un grand partage. Nature et société, de Durkheim à Descola*, Paris, CNRS Éditions, 2015.

1. Jacques Grinevald et Clive Hamilton, "Was the Anthropocene Anticipated?", *The Anthropocene Review*, vol. 2, n° 1, 2015, p. 59-72.

une discussion relative à la capacité générale des cadres intellectuels et politiques disponibles à se faire l'écho du risque climatique global.

L'irruption d'une lecture historique, sociologique, philosophique, ou anthropologique de l'anthropocène² a donc considérablement affecté les termes du débat. Pour les inspirateurs de ce mouvement, l'enjeu principal consistait dans un premier temps à capter le plus précisément possible la nature des transformations physiques et biologiques en cours, ce que l'on pourrait appeler le nouvel ordre métabolique dans lequel les sociétés des décennies à venir auront à vivre. Comme cela a été relevé³, ce premier discours de l'anthropocène a généralement conçu les conséquences politiques de ces bouleversements dans la continuité de leurs causes : le défi étant essentiellement de nature technologique, c'est l'innovation technique qui devrait être mise en avant pour y répondre, sous la forme d'une relance de la créativité et de la promesse de contrôle. L'humanité, guidée par un courant écomoderniste, devait ainsi assumer son rôle d'agent géologique en prenant activement les commandes du *Spaceship Earth*. Dans un second temps, et du côté des sciences sociales, un pari inverse a été fait : prendre acte d'un nouvel état du socle matériel des sociétés humaines doit pour elles susciter une remise en question des formes mêmes de l'encadrement de la nature dont nous avons hérité, c'est-à-dire en premier lieu de la technique, ou plus exactement des ambitions de contrôle que la modernité lui a fait endosser. Si l'histoire a certes montré que la nature était à portée de l'action humaine, elle aurait donc avant tout montré que cette emprise prend la forme d'une catastrophe, dont nous ne saurions sortir en accentuant encore les dispositifs politiques et économiques qui nous y ont plongés. La réflexion est alors orientée vers une transformation plus ou moins radicale de nos modes de relation à la nature, c'est-à-dire des systèmes d'attitudes collectives à l'égard du monde matériel, dont l'efficacité instrumentale portée par la technique n'est qu'une dimension parmi d'autres.

Nous voudrions montrer ici que, au-delà des choix techniques, l'anthropocène nous oblige en effet à reposer la question de la démocratie. Ce concept, qui exprime l'ambition qu'a la société d'exercer une prise sur elle-même et sur son avenir, accorde une

2. Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *l'Événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Le Seuil, 2013.

3. Alf Hornborg et Andreas Malm, "The Geology of Mankind? A Critique of the Anthropocene Narrative", *The Anthropocene Review*, vol. 1, n° 1, 2014, p. 62-69.

valeur fondamentale à l'autonomie du corps collectif et à sa volonté. Mais on a trop souvent tendance à négliger le fait qu'une politique démocratique est aussi celle qui se montre capable de réagir à des événements, et notamment ceux qui touchent les rapports qui se nouent entre la société et son milieu matériel : le jeu politique articule ainsi la société, le pouvoir et la nature, et cette dernière est toujours susceptible d'imprimer aux deux premiers des mouvements qu'ils doivent absorber, traduire politiquement. C'est ce que montre de façon remarquable l'irruption de l'anthropocène, qui nous contraint à repenser la relation entre ces trois termes.

Une rupture historique

L'une des choses qui doit nous frapper, dans les discussions sur le climat, c'est que la conquête d'un accord très large sur les causes du réchauffement global n'a pas entraîné de décisions politiques fermes, à la hauteur du défi qu'il représente. La divergence entre le constat objectif et l'action politique n'a sans doute jamais été aussi profonde qu'au sujet du climat. Or cette divergence n'a rien de trivial, car dans des situations historiques similaires, où des changements radicaux ont été ressentis comme nécessaires, l'idée même d'un bouleversement de la conjoncture objective était le cœur de la controverse, plutôt que sa condition. Prenons des exemples : la nécessité de rompre avec le système féodal ou avec le capitalisme, revendiquée par les révolutionnaires de 1789 ou de 1917, était en effet fondamentalement contestée par leurs opposants politiques, pour lesquels la continuité devait régner. Dans ces moments critiques, l'établissement d'un fait ou d'une série de faits de nature historique était ainsi consubstantiel à la réaction politique suscitée. La spécificité du contexte actuel tient cette fois au fait que l'apparent consensus qui s'est formé quant à la face objective du problème est loin de déterminer un consensus « subjectif », si l'on peut dire, c'est-à-dire politique. Les longues négociations internationales au sujet du climat et plus encore le bras de fer entre les mouvements sociaux et la grande industrie en témoignent : si l'inaction a régné jusqu'à ce jour, c'est moins par manque de solutions pratiques crédibles que parce que l'idée même d'action politique, de décision, est prise de court par l'événement climatique.

D'un point de vue philosophique, l'irruption de l'anthropocène et de la question climatique nous place donc face à un problème

épineux, préalable à toute intervention politique, et que l'on peut formuler ainsi : qu'est-ce qu'une discontinuité historique, et quelle est la spécificité de celle dont nous faisons aujourd'hui l'expérience ? Il semble que nous éprouvions des difficultés particulières à appréhender une discontinuité qui nous vient de l'extérieur, ou du moins qui tient aux relations que nous entretenons avec une extériorité. Comme l'indique la comparaison avec les mouvements révolutionnaires, le caractère endogène des discontinuités historiques ordinaires est en quelque sorte rassurant : nous sommes familiers avec l'idée de tensions et de contradictions internes au monde social, et celles-ci permettent d'identifier facilement qui prend le parti de la rupture, et qui prend le parti de la continuité. Or la dissociation actuelle entre l'objectivité⁴ des métamorphoses du système-Terre et le caractère normatif des réponses à élaborer constitue un défi pour les savoirs politiques que sont les sciences sociales, qui ont les plus grandes difficultés à appréhender une transition apparaissant comme exogène, c'est-à-dire comme ne résultant pas d'une évolution interne des rapports humains.

D'une certaine manière, c'est ce que Bruno Latour a tenté de capter à travers l'usage qu'il propose du concept de diplomatie⁵ : cet art politique est requis lorsqu'un même problème est partagé par différentes parties, qui doivent alors s'entendre à partir de leurs points de vue singuliers et partiels, par contraste avec les situations où l'énoncé du problème constitue le fond de la dispute. La diplomatie latourienne est donc une façon de reconnaître que la nature des antagonismes politiques est en train de changer avec l'enjeu climatique. Mais elle oblitère cependant un aspect important de la crise en supposant que l'appartenance de tous les humains à la Terre les projette dans une communauté d'ordre supérieur, qui reste certes problématique, mais qui transcende leurs désaccords en fournissant un objet commun d'attachement⁶. Ce que nous montrent les travaux menés autour du concept de justice environnementale⁷, c'est pourtant que cette communauté universelle est à ce jour introuvable, y compris à titre d'horizon des pratiques contestataires. L'appartenance à la Terre ne semble en effet pas être un

4. Parler ici d'objectivité ne signifie pas que les débats sur les modalités et l'ampleur exactes du réchauffement climatique sont clos, mais que ces débats portent sur des phénomènes que l'on ne peut simplement décider d'ignorer.

5. Bruno Latour, *Enquête sur les modes d'existence*, Paris, La Découverte, 2012.

6. *Id.*, *Face à Gaïa*, Paris, La Découverte, 2015.

7. Voir les exemples et analyses fournis par Razmig Keucheyan dans *La nature est un champ de bataille*, Paris, Zones, 2014.

critère suffisant de mobilisation et de dépassement des rapports de force internes à l'humanité : en effet, ces asymétries sont telles que la condition de Terrien ne saurait catalyser à elle seule un simple changement de perspective librement consenti par tous, et notamment par les plus puissants, par ceux qui détiennent le pouvoir sur les ressources et sur le travail. Si la Terre, ou la nature, apparaît bien aujourd'hui comme l'objet d'une guerre, pour reprendre une métaphore couramment utilisée, il s'agit d'une guerre dans laquelle les communautés fondant leurs valeurs sur le rapport au monde matériel sont en position de faiblesse, face à d'autres qui n'acceptent même pas de venir à la table des négociations.

Les limites de la proposition latourienne révèlent donc l'enjeu sous-jacent à la discontinuité que désigne l'anthropocène : changement climatique et changement social ne sont malheureusement pas automatiquement solidaires l'un de l'autre, et cela bien que nous aspirions légitimement à susciter leur rencontre. Or pour être en mesure de combler l'écart qui se creuse de fait entre ces deux dimensions du contemporain, la philosophie doit préalablement clarifier l'idée que l'on se fait des discontinuités historiques et de leur rapport aux discontinuités écologiques, ou matérielles.

D'une révolution à l'autre

L'une des raisons du succès de l'anthropocène est que ce terme dramatise à l'extrême notre appréhension du présent en le désignant comme quelque chose d'inouï, à l'échelle de l'histoire humaine, mais aussi de l'histoire du vivant. C'est ce caractère traumatique du changement climatique qui a emporté la conviction de certaines des figures les plus importantes des sciences sociales, pour lesquelles la prise en compte du climat nous fait entrer dans une phase historique littéralement sans précédent, c'est-à-dire incomparable et incommensurable avec toute expérience passée⁸, et que seule peut-être la fiction serait en mesure de figurer. Si les faits, eux, sont indiscutablement sans précédent, il ne va par contre pas de soi que nous soyons absolument dépourvus de toute analogie historique instructive. En réalité, cela est d'autant moins le cas que la situation présente est le produit d'une première révolution matérielle et

8. Pour un exemple spectaculaire, venant d'un historien auparavant attaché à l'analyse post-marxiste de la situation coloniale, voir Dipesh Chakrabarty, "The Climate of History: Four Theses", *Critical Inquiry*, vol. 35, n° 2, 2009, p. 197-222.

politique, la révolution industrielle survenue en Europe au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, qui a reconfiguré à la fois ses relations au reste du monde et les rapports traditionnellement noués entre société, pouvoir politique, et nature – c'est-à-dire la démocratie telle que nous l'avons envisagée plus haut. En reprenant les titres de deux grands ouvrages couvrant les raisons et les conséquences de cette phase, on peut caractériser la première dimension comme une grande *divergence*, et la seconde comme une grande *transformation*⁹. À la suite de ces travaux menés en histoire économique et en histoire environnementale, la conception dominante de la modernité sur laquelle reposent les sciences sociales est alors susceptible d'être profondément remaniée.

En effet, l'aventure moderne n'est peut-être pas convenablement décrite si on la saisit comme un mouvement global vers une rationalité politique éclairée par la science et nourrie par l'abondance matérielle, c'est-à-dire comme un idéal politique né dans l'Europe des Lumières et amené à s'achever dans la généralisation planétaire de l'État de droit et de la consommation de masse. Le concept de modernité recouvre au contraire une phase historiquement transitoire, dont l'une des caractéristiques centrales est l'ambition d'inventer des formes politiques et économiques affranchies des contraintes naturelles. Et si cette phase est transitoire, c'est précisément parce que, dans sa dimension matérielle, elle n'est pas durable ; parce que les capacités de charge du système-Terre, ayant été surestimées ou délibérément négligées, font un retour sur la scène politique après une longue phase pendant laquelle le rêve cornucopien a fonctionné¹⁰. S'il faut bien parler d'un « retour » de la nature dans le politique, qui se joue avec le changement climatique, c'est que l'idée d'une régulation directe des fonctions productives et le nécessaire ajustement à un milieu offrant des dons rares et des menaces nombreuses ont longtemps fait partie du cahier des charges de l'autorité politique, sans toutefois que celle-ci ne s'y réduise.

Si la modernité a été une parenthèse plutôt qu'une fin, ou l'achèvement de quelque chose, cela ne signifie pourtant pas que l'histoire soit appelée à se répéter, ou pire, qu'un retour en arrière

9. Respectivement Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel/Maison des sciences de l'homme, 2010 ; et Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* [1944], Paris, Gallimard, 1983.

10. Fredrik Albritton Jonsson, "The Origins of Cornucopianism: A Preliminary Genealogy", *Critical Historical Studies*, vol. 1, n° 1, 2014, p. 151-168.

soit possible ou souhaitable. Le changement climatique nous permet simplement de faire une hypothèse historiographique et philosophique, qui consiste à affirmer que la révolution industrielle et politique du long XIX^e siècle et l'entrée dans l'anthropocène constituent un seul et même événement, dont l'unité et la logique d'ensemble ne nous apparaissent que rétrospectivement, une fois devenues perceptibles les conséquences de ce que nous avons amorcé il y a un peu plus de deux siècles. Le changement climatique, au-delà des faits bruts qui lui donnent son nom, est de ce point de vue un instrument de relecture de l'histoire et de nos catégories de pensée, puisqu'il nous contraint à concevoir la transition moderne comme un phénomène indissociablement politique et matériel.

C'est pourquoi mettre en regard le monde d'avant la grande transformation, ou divergence, et celui qui succédera au coup d'arrêt porté au régime de la croissance illimitée ne peut se faire que sous la forme de l'analogie. Le temps historique étant foncièrement irréversible, il ne s'agit pas de revenir en arrière, en pointant l'illusion moderniste de façon monolithique, et en reprenant le fil de l'histoire là où il se serait rompu, c'est-à-dire avant la machine à vapeur, la grande usine, et l'économie du charbon. Il s'agit plutôt de porter notre attention sur la façon dont le choc métabolique de la révolution industrielle a été traduit politiquement, sur le genre de réflexivité qu'il a produit, pour nous rendre capables d'appréhender ce qui advient aujourd'hui. Loin de suggérer une ressemblance bancale entre le prémoderne et le postmoderne, il faut simplement tirer profit du fait que la modernité, surtout dans son versant démocratique, a fondamentalement été une réaction politique à un choc écologique et énergétique, à une transformation subite des conditions matérielles environnantes. Or une relation analogue entre société, nature et politique se joue actuellement, et la renaissance de l'ambition démocratique doit partir d'une réflexion sur leurs rapports.

Protéger la nature et la société

Autrement dit, il faut se défaire de l'idée selon laquelle la modernisation serait un mouvement uniforme, qu'on le conçoive positivement comme l'émergence du gouvernement du peuple, ou négativement comme le début de la catastrophe environnementale – il s'agit des deux à la fois, et c'est bien de là que vient notre problème. Si l'on adopte, par exemple, la perspective proposée par

l'économiste et historien Karl Polanyi, la formation de la société de marché peut être ramenée à un certain nombre d'innovations intellectuelles et institutionnelles, dont l'empire britannique a été le centre et qui se sont ensuite diffusées à l'Europe et au monde, moyennant certes des variations importantes. Ce qu'il nomme « credo libéral », dans *la Grande Transformation*, correspond à l'ambition de réaliser l'idéal d'une distribution du revenu net des nations par les seuls mécanismes du marché. Affranchis des inégalités statutaires du système féodal, les nouveaux sujets politiques libres et autonomes se rencontrent alors dans un espace marchand unifié où ce sont non seulement leurs biens qui trouvent preneur, mais aussi leur capacité à travailler (dans un marché de l'emploi). Autrefois considérées comme des conditions de l'économie, et donc en quelque sorte comme extérieures à elle, la terre et ses capacités productives ainsi que la monnaie se trouvent elles aussi intégrées à la sphère des échanges économiques ordinaires : les devises s'échangent comme des biens à part entière, et la terre, indépendamment de son rôle dans la subsistance et la sécurité des hommes et des femmes, est d'abord la source de la rente foncière.

Polanyi montre alors que ce mode de régulation économique, obtenu par une délégation de pouvoirs auparavant détenus par le souverain, a provoqué une déstabilisation massive du monde social. Les conséquences démographiques, sociologiques, sanitaires et environnementales de cette mutation sont parvenues au XIX^e siècle à un point d'incandescence, lorsque le capitalisme est devenu industriel, c'est-à-dire quand le pouvoir productif des machines et du charbon a démultiplié les effets délétères du libéralisme, en soumettant la vie humaine et non humaine à une pression jusqu'à l'invisageable. Or non seulement la société n'est pas restée passive face à ces transformations, mais elle s'est en quelque sorte révélée à elle-même dans ce qui a constitué une mise à l'épreuve décisive de son unité, de sa capacité à agir comme une communauté irréductible à de simples individus. Alors que l'idéal de l'autonomie politique porté par le mouvement libéral perdait son mordant critique contre ces nouvelles formes de domination en légitimant le système de la propriété privée jusque dans ses dernières conséquences, une seconde génération de pensée critique a vu le jour au XIX^e siècle. Celle-ci s'est donné pour objectif, non pas de s'opposer au principe d'autonomie, mais de redéfinir celui-ci à l'aune des événements nouvellement apparus. Autrement dit, la substitution d'une économie des énergies fossiles et de la machine à une

économie organique, longtemps tenue dans les limites du « piège malthusien », c'est-à-dire de la stagnation de la croissance économique et démographique, a catalysé l'apparition d'un discours politique d'un nouveau genre, d'une nouvelle critique. Or ce discours, qui exprime la « tendance inhérente d'une civilisation industrielle à transcender le marché autorégulateur en le subordonnant consciemment à une société démocratique », correspond aux luttes socialistes, et de manière indissociable, aux savoirs stabilisés sous le nom de « science sociale¹¹ ».

Que nous apprend cette rapide évocation de l'histoire du capitalisme ? L'essentiel est qu'il existe une affinité profonde entre l'autoprotection de la société contre les effets du marché et la prise en compte d'une rupture dans l'ordre métabolique qui soutient le monde social – rupture qui exige en retour cette protection¹². Plus simplement, il faut voir que la dimension écologique des faits sociaux est inscrite au cahier des charges du projet démocratique moderne, et cela quoi qu'il en soit de l'achèvement de ce projet. Cela suppose que la réflexivité sociale, qui a animé l'exigence de dépassement du marché, engage ce que l'on pourrait appeler avec Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher une « réflexivité environnementale ». Dans leurs travaux d'histoire des sciences, cette expression est mobilisée pour rendre compte des moyens utilisés très tôt par les observateurs des transformations scientifiques et techniques pour alerter sur leurs dangers potentiels. La conscience du risque, loin d'être une révélation tardive de la modernité, a d'après ces travaux accompagné depuis son avènement la mutation du système productif (mais aussi hygiénique), sous la forme de contre-expertises systématiquement apportées aux innovations¹³. Or il est possible de donner un sens plus général à cette expression, puisque la science sociale et le mouvement socialiste ont inauguré une forme de critique pour laquelle les bouleversements provoqués dans le monde matériel par l'économie constituent le point d'ancrage d'une redéfinition des rapports collectifs au pouvoir politique. Ce ne sont donc pas seulement les innovations technologiques, une à une, qui ont fait l'objet de cette réflexivité, mais le mouvement

11. Nous nous permettons de renvoyer ici à notre article « Le socialisme est-il une politique de la nature ? Une lecture écologique de Karl Polanyi », *Incidence*, n° 11, 2015.

12. Pour un éclairage différent sur ce rapport entre mouvements sociaux et écologie, voir Timothy Mitchell, *Carbon Democracy. Le pouvoir politique à l'ère du pétrole*, Paris, La Découverte, 2013.

13. Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, "Modernity's Frail Climate: A Climate History of Environmental Reflexivity", *Critical Inquiry*, vol. 38, n° 3, 2012, p. 579-598.

d'ensemble qui s'est saisi de la société et qui a introduit de nouvelles formes de division du travail et de nouvelles vulnérabilités. Réflexivité sociale et réflexivité environnementale sont donc enchâssées l'une dans l'autre, et cela même s'il est difficile de porter au crédit du socialisme tel qu'il s'est fixé dans la tradition l'ambition explicite de protéger la nature en même temps que la société. Cela peut d'ailleurs s'expliquer par le fait que la destruction de la vie des travailleurs et de leur entourage naturel immédiat par le capitalisme a été immédiatement visible, alors que celle des milieux et des équilibres planétaires est longtemps restée moins visible : protéger les corps apparaissait donc comme une urgence plus palpable, et plus facilement convertible politiquement, que protéger la nature. L'essentiel, de ce point de vue, n'est donc pas de déplorer la modestie des réalisations que l'on doit au socialisme en la matière, mais de comprendre que ce mouvement politique et intellectuel procède en son principe d'une articulation inédite du naturel et du politique.



La modernité nous laisse avec un double héritage. D'un côté, une tension entre le rythme de la production agricole et industrielle et les capacités de charge du système-Terre – ce que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de dette écologique, ou d'empreinte écologique. Cette tension, qui a pris des proportions nouvelles avec la « grande accélération¹⁴ » de l'après-guerre, tient à l'inventivité remarquable du capitalisme lorsqu'il s'agit de tirer profit de la diversité des milieux et des espaces, mais aussi aux efforts faits pour garantir que les ressources primaires restent à des prix les plus bas possibles¹⁵. De l'autre côté, le projet démocratique, qui s'identifie ici moins à la généralisation du gouvernement représentatif qu'à la capacité acquise par le corps social à développer une conscience pleine de ses tensions internes, et donc à répondre à ses besoins politiques. Or pour beaucoup, le premier héritage, c'est-à-dire l'enjeu climatique, recouvre et annule le second : soit parce qu'il serait susceptible d'être traité indépendamment des formes politiques prises par les sociétés contemporaines, à travers des

14. Voir les données compilées dans Will Steffen *et al.*, “The Trajectory of the Anthropocene: The Great Acceleration”, *The Anthropocene Review*, vol. 2, n° 1, 2015, p. 81-98.

15. Jason W. Moore, *Capitalism in the Web of Life: Ecology and the Accumulation of Capital*, Londres, Verso, 2015.

dispositifs instrumentaux définis par des experts ; soit parce qu'il faudrait renouer avec un mode de relation immédiat et harmonieux avec la nature, dans un refus total des institutions et pratiques délibérantes de la culture moderne. Si ces deux tendances font fausse route, c'est non seulement parce que leurs propositions sont dangereuses et irréalistes, mais aussi parce que leur analyse des rapports entre nature et société et entre passé et présent est erronée. L'effondrement technocratique et/ou réactionnaire de la démocratie, que la crise climatique pourrait précipiter, tient en effet à l'oubli du fait que la transformation des rapports collectifs à la nature induit des réponses politiques irréductibles à la réactivation de schèmes passés. L'histoire est heureusement là pour nous apprendre que la relation complexe qui s'est établie entre la démocratie et le système énergétique issu de la révolution industrielle ne se résout pas fatalement dans l'écroulement de la première sous l'effet de la faillite du second.

C'est la raison pour laquelle nous parlions d'une analogie entre la révolution industrielle et la révolution climatique. Si d'une certaine manière le monde social est à nouveau au plus près des limites qu'impose le système-Terre, cela ne signifie pas que la conduite du pouvoir doit prendre une forme prémoderne, ou que ce pouvoir doit, comme dans le cauchemar malthusien, prendre pour objet une population réduite à ses propriétés naturelles plutôt qu'une société. L'analogie fonctionne, parce que toute transition matérielle ménage la place à une réorganisation véritablement politique, susceptible d'être menée sous l'impulsion de ceux qui font réellement l'expérience de ces transformations. Le contre-mouvement socialiste des XIX^e et XX^e siècles n'est donc pas un projet anhistorique qu'il faudrait simplement prolonger, mais il constitue toutefois le cas historique le mieux documenté, le mieux connu et le plus proche de nous, au cours duquel des sociétés ont dû réinventer leurs idéaux politiques suite à un bouleversement de l'ordre matériel sur lequel elles s'établissent. Il fait donc référence pour nous dans la mesure où nous sommes dans une situation analogue, qui exige que soient repensées la forme et la distribution du pouvoir, du revenu et des risques, dans un monde transformé.

L'une des leçons principales de cette réflexion sur les discontinuités historiques et leur lien aux phénomènes écologiques est que la crise climatique nous contraint à rematérialiser notre culture politique, à donner un sens matériel à l'ambition démocratique. Cela ne signifie pas que notre existence aurait auparavant été affranchie des

contraintes et des possibilités définies par le milieu naturel, mais que les dispositifs économiques dominants qui ont accompagné les deux derniers siècles ont pu se construire dans un rapport d'extériorité à cette dimension de la vie sociale. Le réchauffement climatique nous rappelle donc sous la forme de l'urgence un aspect de la rationalité politique que nous avons depuis trop longtemps laissé de côté, mais qui n'a pourtant jamais cessé d'alimenter la conscience critique et politique.

Pierre Charbonnier